

## DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ DU PARC INTERNE DU MATÉRIEL ET ENGINS DE SIDI-BEL-ABBES

# Les travailleurs rejettent la décision

Les travailleurs de la SPISME (Société du parc interne du matériel et engins) rejettent la décision de dissolution de cette société qui leur a été signifiée dans la journée du dimanche 22 juillet.

Cette décision de dissolution a été prise lors de l'assemblée générale tenue par la SGP compte tenu de la santé financière de l'entreprise qui, depuis des années, peine à maintenir son existence. Sur les 160 travailleurs que comptait la société, 75 ont opté ces dernières années soit pour un départ volontaire soit pour une retraite pour ceux qui ne remplissaient les conditions. Les autres tentent de faire de la résistance pour la



A-t-on pensé au devenir des travailleurs ?

survie de leur entreprise, rejetant dernièrement la décision de dissolution qui frappe leur société.

Cette société possède une carrière de gravier et

une station d'enrobage qui peuvent contribuer à éponger les dettes de l'entreprise. La décision de dissolution de la société émane du propriétaire de l'entreprise à savoir

la SGP et celle-ci a été prise sur la base des différents comptes rendus sur la situation de l'entreprise, indiquant-on.

On fait part également d'un probable redressement de l'entreprise qui cumule des dettes importantes auprès des fournisseurs et établissements publics qui réclament leurs dus sans oublier les engagements envers les clients qui, jusqu'à présent, n'ont pas été honorés à cause de la précarité de la société sans oublier que la majorité du personnel qualifié a quitté l'entreprise. La décision de dissolution de la société ne relève pas de son P-dg mais bien de son propriétaire, la SGP, qui elle seule a les pouvoirs dans l'avenir de l'entreprise.

A. M.

## FAILLITE DES RESPONSABLES A MILA

# Une population aux abois !

Bien qu'ayant 23 années de statut de chef-lieu de wilaya, Mila est une ville sinistrée sur tous les points de vue. Urbanistiquement parlant, la ville n'a aucun charme ni attrait, encore moins un semblant de prise en charge sérieuse ou une quelconque politique de développement urbain étudiée et maîtrisée, car constituée d'une succession de cités "mouroirs", anarchiques, lugubres, obscures et sales, la ville offre l'aspect d'une bourgade abandonnée et très mal prise en charge. Ses rues, ruelles et autres cités sont défoncées ou carrément labourées jusqu'à devenir impraticables et impénétrables. Ses réseaux (AEP - assainissement ou

éclairage public) sont souvent défectueux à défaut d'être hors service.

Les nuages de poussière, les détritus et immondices constituent les décors quotidiens en cette saison caniculaire, des travaux lancés depuis des années et qui s'éternisent, malgré les désagréments qu'ils provoquent. D'autres, par contre, sont à l'arrêt depuis des lustres ou carrément abandonnés.

Des équipements réalisés à coups de milliards et qui sont restés abandonnés et livrés à la dégradation et à la prédation. Un véritable tableau cauchemardesque que dégage cette ville, pourtant chef-lieu de wilaya, au

moment où les pouvoirs publics mettent sur table, une cagnotte farineuse de plusieurs dizaines de milliards de dollars pour le développement. Mila, et à l'orée des autres programmes de développement qui ont précédé, va à coup sûr passer encore une autre fois, à côté d'une telle opportunité.

Pour se voir définitivement condamné à mourir dans les méandres d'un sous-développement irréversible, dû à une non-gestion hypothétique et préjudiciable à toute une population qui ne sait plus quoi faire devant cette faillite des responsables qui se succèdent et se ressemblent.

A. M'haimoud

## KHENCHELA

# Mise en service d'une nouvelle laiterie

L'unique unité industrielle dans la région, spécialisée dans la production du lait et dérivés Danona est opérationnelle. Elle vient à point nommé pour répondre à la forte demande de la population locale et des wilayas limitrophes, et aussi renflouer le pôle industriel de la région. Située sur la route de Zoui, implantée sur une superficie de 5000 m<sup>2</sup> dont 3000 m<sup>2</sup> bâtis, elle dispose

de deux chaînes de production de 2000 litres et de 5 quintaux de fromage avec des stations de prélèvement et d'analyses, de conditionnement, de poudrage, de pasteurisation et de distribution.

Elle alimente les wilayas limitrophes, les circuits commerciaux et aussi les collectivités locales, hôpitaux, écoles, casernes et elle compte plus de 32 employés

entre cadres administratifs, personnel de surveillance et d'entretien. Cette initiative encourageante de Danona vient d'être mise en œuvre pour mettre fin à l'importation de la poudre de lait, et cela par la collecte de lait cru auprès des éleveurs. Un centre de collecte vient d'être placé ; il est doté de tous les moyens matériels et humains. Si les possibilités administratives et budgétaires

sont réunies, l'unité industrielle Danona pourra étendre sa production avec toutes ces variétés, assoier et participer à l'essor du développement local, et engendrer des postes d'emploi.

En somme, la laiterie Danona, une première dans la région, est un grand apport pour les besoins de la population.

S. Azzedine

# Des scouts oranais au Caire et à Londres

Une délégation d'une cinquantaine de jeunes scouts du faoujd des Planteurs du commissariat d'Oran des SMA a quitté ce dimanche Oran pour se rendre au Caire (Egypte) pour un séjour de 15 jours. Ils prendront part à un camp de solidarité arabo-méditerranéen sur le scoutisme.

C'est à bord d'une caravane que cette délégation devrait faire, lors de son trajet, des escales en Tunisie et en Libye pour établir des contacts et des échanges d'expériences avec des représentants du mouvement scout dans ces deux pays. Avant leur départ, ces jeunes ont été reçus au siège de l'APW où une réception a été offerte en leur honneur. D'autre part, un groupe d'une douzaine de scouts du commissariat

d'Oran doivent participer à Londres (Grande-Bretagne) du 27 juillet au 8 août aux festivités du centenaire du mouvement de scoutisme, créé en 1907 par Lord Baden Powell après son retour d'Afrique.

Cette manifestation qui donnera lieu à la tenue du 21<sup>e</sup> jamboree international sur le scoutisme verra la participation de plus de 40 000 jeunes scouts de 157 pays.

Plusieurs activités et travaux d'actions humanitaires figurent au menu de ce jamboree dont une visite au site de l'île de Brownsea qui a été créée en 1907 le premier camp expérimental mondial des scouts.

K. T.

## TIZI-OUZOU

# La population de Boudjima entre les pénuries d'eau et l'insécurité

Cela fait plusieurs années que la population de Boudjima souffre d'un manque d'eau chronique et de l'insécurité. Les efforts déployés conjointement par les autorités locales et la société civile, les promesses quant à la prise en charge de ces questions n'ont encore apporté aucun changement à la situation. Le 21 décembre 2006, l'actuel wali de Tizi-Ouzou a promis l'eau avant le 1<sup>er</sup> juin et la construction d'un siège devant accueillir un service de sécurité au plus tard à la fin du premier trimestre 2007. Mais, aujourd'hui, dans la commune, il n'y a ni eau potable ni aucun service de sécurité et encore moins un début des travaux des locaux de la caserne promise.

Situé à bout de bras des nappes phréatiques de Sebaou, mais au bout de la chaîne de distribution vétuste et défaillante de Ouaguenoun, Boudjima demeure l'une des communes les plus mal loties, en matière d'eau potable de la région nord de Tizi-Ouzou. Lors de sa visite de travail, le wali de Tizi-Ouzou, saisi par les autorités locales et la population, a "promis de transférer l'eau du barrage de Taksebt à compter du 1<sup>er</sup> juin dernier".

Seulement, les travaux accusent du retard et la patience de la population locale est, une fois de plus, mise à rude épreuve pour ne se sait combien de temps encore.

L'autre souci majeur de la population est relatif à l'insécurité dans tout le territoire de la commune. En effet, depuis le départ des gendarmes dans le cadre de la normalisation de la crise du Printemps noir de Kabylie, Boudjima a toujours fonctionné sans aucun service de sécurité et ce, en dépit des vols à répétition, d'actes de violence, de la généralisation de la consommation de drogue, de la prolifération des débits de boissons, le tapage nocturne.

Les comités de villages et élus locaux ont à maintes reprises demandé l'affectation d'au moins un détachement de la garde communale pour sécuriser les édifices publics mais en vain. La population est plus que jamais prise en otage, et c'est un appel de détresse qu'elle lance aux instances concernées.

M. G.

# Les citoyens d'Azagza bloquent la décharge publique

Comme il fallait s'y attendre, les citoyens de trois villages d'Azagza (Thadath, Ighil Bouzel et Tachroufth) sont montés au créneau en mettant à exécution leur menace de recourir à des actions musclées dans le cas où les autorités locales n'accèdent pas à leur exigence de faire délocaliser la décharge publique qui reçoit quotidiennement des tonnes d'ordures ménagères et même des carcasses et cadavres de bestiaux rendant insupportable leur quotidien notamment en période estivale, situation exaspérée par les envahissantes fumées qui se dégagent lors de l'incinération des détritus (voir notre édition de jeudi).

Samedi dernier, date butoir de l'ultimatum donné aux autorités pour prendre en charge leurs doléances qui remontent à au moins cinq ans à les en croire, les citoyens mobilisés pour la circonstance se sont opposés au déversement d'ordures sur le site en question en bloquant l'accès aux camions poubelles. Des équipes assureront des permanences de garde de 4h30 du matin à 18h30 pour empêcher tout déchargement d'ordures dans cette décharge assurent des membres du comité de village d'Azagza.

Le P/APC d'Azagza s'est, selon le comité, rendu sur place samedi pour négocier un prolongement de l'ultimatum afin de trouver une solution palliative en attendant la réalisation du projet de centre d'enfouissement technique de Boubhir mais sans succès semble-t-il puisque les habitants ne veulent plus subir les affres de la décharge, source de maladies et de pollution pour leur environnement, situation dont ils ont fait état dans une correspondance adressée aux autorités régionales et même au ministère de l'Intérieur appuyée par une pétition signée par 400 foyers.

Après le refus par les citoyens de Yakouren de recevoir ces ordures dans ou à proximité du territoire de leur commune, l'APC d'Azagza se serait provisoirement résolue à les acheminer jusqu'à l'enclave de Boubhir distante de quelque 25 km en attendant une autre solution.

S. Hammoum